L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 29 JANVIER 1847.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR MAGNE & WEISSE, No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS: VENDREDI MATIN, 29 JANVIER 1847

NOMINATIONS WHIGS: POUR SÉNATEURS

JAMES P. FRERET.
FERGUS GARDERE.

POUR REPRÉSENTANT DU 3me DISTRICT

RANDELL HUNT.

Le Courrier et Louisianais, qui revoient aujourd'hui, a été réveillé non-chalant de leur engourdissement. Le colonel Bickham, en l'absence du général Brooks qui est allé à la recherche du général Taylor, a donné ordre à ses rédacteurs de ne rien publier sans son autorisation préalable. Nous ne savons pour quelle raison, mais nous présumons qu'il espère qu'en nous imposant un silence forcé aux nombreuses et sévères vérités qui nous sont journellement adressées par le parti whig, il nous empêchera de dévoiler les intrigues et les manœuvres de ses amis politiques. C'est aux prétentions exagérées de ce parti que nous avons dû la présente rupture, et nous ne pouvons nous empêcher de trouver quelque chose de ridicule dans l'effet de colère que nos justes reproches ont produit sur les chefs de ce parti, qui ne sont une bande pour représenter les intérêts de l'Union.

AMIS DE L'ORDRE

Mexico (Mexique) Intérieur.—L'opinion publique se prononce très vivement des désordres et des crimes commis par des volontaires, on en parle juger par la communication que nous donnons ci-avant. Le fait est que le mal est arrivé depuis un point tel qu'il est urgent d'y porter un remède énergique. Nous ne savons pas trouver le meilleur moyen, et pour arrêter le torrent de désordre, dans il nous semble que, pour sauver une immense nationalité, les autorités mexicaines devraient prendre avec les autorités américaines d'obtenir la punition des coupables. C'est aux prétentions exagérées de la part de la jeunesse volontaire, elles doivent en nous soucier, et vous ne devez pas vous en plaindre. Les réclamations que les Mexicains expriment pour mettre un terme à ces désordres sont un signe de l'état sain de leur esprit. Les autorités municipales ont beaucoup à se reprocher pour leur part, lorsqu'un suivedoit, nommé Jack Jones, se prit dans un et parvint à le sauver. Cet acte de dévouement lui fut fatal; il s'était accroché à une branche et se laissait couler à terre, lorsque par malheur il retomba dans l'eau et se blessa sans doute dans cette chute, car on le vit revenir à la surface, mais sans faire aucun effort pour se sauver. Plusieurs bateaux furent lancés immédiatement pour le saisir, mais on ne put parvenir à le trouver.

La Balle est arrivée hier après que l'on pourra n'en apercevoir au moins des faits divers dont notre feuille est remplie. Les journaux de New-York du 20 ne disent pas un mot de l'arrivée de l'*Hibernia*, et les nouvelles de ce steamer ne sont pas encore que nous savons, venues par un exprès; le bruit que nous mentionnions hier n'était, comme nous l'avons fait entendre, qu'un jeu de spéculateurs. Il est probable maintenant que nous ne tarderons pas à recevoir ces nouvelles, elles sont amplement dues, et nous avons tenu seul peut en retarder l'arrivée.

Bruit important.—Le bruit court dans cette ville, dit le *Fountain* de Washington, que notre gouvernement a entre les mains *l'ultimatum* du Mexique pour la conclusion de la paix, et qu'il est disposé à accepter cet *ultimatum*, si le Congrès met l'exécutif en mesure de satisfaire aux desirs exprimés par le gouvernement de Mexico. La proposition de M. Sevier au Sénat paraît être relative à ce même objet.

Mission extraordinaire. L'Union de Washington affirme qu'il n'y aura point de session extraordinaire du Congrès nouveau; le Congrès actuel a fort bien le temps de faire et de terminer les affaires du pays. C'est son devoir, et il doit le remplir.

☞ La plupart des journaux du Nord partagent notre opinion sur le récit de ce qui s'est passé au Brésil; ils le croient exagéré, et de plus ils ne seraient pas éloignés de croire qu'on n'a point fait bien exactement la part des torts que doivent avoir eu les marins et peut-être l'officier américain, à propos desquels est survenue la mésintelligence entre notre ministre résident et le gouvernement brésilien.

Les grandes questions sont bien lentes à se présenter au Congrès: la seule qui s'a en ce moment discutée par nos représentans, c'est celle de l'augmentation de l'armée; mais on ne s'occupe pas encore du bill des $23,000,000, non plus que des mesures qui en doivent être la conséquence; c'est à peine si l'on parle incidemment de la guerre du Mexique. Il semble que le Congrès se repose, ou plutôt ne serait-ce pas que nous nous trouvons à la veille d'une de ces crises qu'un temps de repos précède presque toujours? Les rumeurs qui nous arrivent de Washington, nous apportent le mot de paix avec la persistance et l'unanimité la plus singulière. Au Congrès, une démonstration des plus significatives aurait sur le point d'avoir lieu; d'un autre côté le Mexique aurait témoigné le désir de traiter en posant un *ultimatum* qu'il n'aurait pas été repoussé par le gouvernement de Washington, et à proposition faite au Sénat par M. Sevier n'aurait d'autre but que d'aider à la conclusion de la paix. Si ces dernières rumeurs étaient authentiques, tout serait pour le mieux; mais elles ne le sont pas, quelques-unes même sont formellement démenties par l'organe officiel. Nous ne trouvons au fond de tout cela que matière à élucubrations, et rien de plus. Cette indécision, après tout, nous lasse au moins l'espoir qu'une prochaine solution n'est pas impossible, bien que nous ne voyions pas clairement par quels moyens on pourra l'obtenir.

CONGRÈS.

Nous avons à résumer aujourd'hui trois mangres du Congrès, celles du 18, du 19 et du 20 courant; et ce ne sera pas long, car il n'y est fait fort peu de chose dans l'une ou l'autre Chambre.

Le Sénat ne s'est guères occupé, le 18, que de la discussion du bill pour la graduation du prix des terres publiques, sans rien décider sur ce sujet, qui aura été repris le lundi suivant. Il a reçu une résolution d'après laquelle le Secrétaire du Trésor aura à donner des renseignements sur la manière dont il a fait ses remises à la Nouvelle-Orléans, et à se prononcer sur les inconvénients que peut présenter le bill de la sous-trésorerie, soit pour le transfert des fonds soit pour la négociation d'un emprunt. Le 19, il n'a pas fait davantage et n'est contenté de donner un jour au sujet du bill faisant une concession de terres publiques aux soldats et volontaires de la guerre du Mexique. Le 20, il a montré un peu plus d'activité: il a discuté le bill pour l'augmentation de l'armée, avec les amendemens qui ont pour but d'assurer à tous les braves qui survivront dans la guerre contre le Mexique une concession de cent soixante acres de terre. L'un de ces amendemens vise à empêcher que ces concessions faites à la valeur ne tombent dans le domaine de la spéculation. On est entre dans d'assez longs détails, on a proposé des amendemens assez divers de formes, bien qu'assez semblables pour le fonds, puis on s'est ajourné sans avoir rien décidé. On avait en cependant le temps de recevoir de M. Sevier un bill qu'il est adopté, mettra à la disposition de l'Exécutif, une somme de trois millions de piastres pour arriver à une prompte conclusion de la guerre du Mexique. Ce bill qui revindra sous peu de jours, ne manquera pas de soulever un vif débat.

La Chambre des Représentans n'a guères été plus active, et n'a pas non plus bien avancé ses affaires pendantes devant elle. Le 18, en comité général, elle discute fort au long le bill qui impose une augmentation dans la paie de l'armée; elle a eu le temps auparavant de recevoir plusieurs résolutions parmi lesquelles nous remarquons la suivante, présentée par M. Emile La Serre:

Résolu que le Comité du Commerce ait charge de s'enquérir de la nécessité qu'il y aurait à construire des jetées sur les points suivants de la côte du Mississipi et de la Louisiane, savoir: un sur le banc de Mersi, au sud de la Passe Christian et à l'ouest de l'île au Chandon sur le continent près de Belozi, un à l'ouest de l'île Grand Gabid, dirait au nord du bâtard-delle ou mole de Mississip City, un à la extrémité occidentale de l'île aux Vaisseaux, un sur la côte Cotine, un à l'embouchure de la rivière Petit Fourcq, et un sur la pointe méridionale des îles de la Chandeleur.

Le 19, la proposition d'imprimer cinq mille *extra* du rapport fait à la session dernière par le Comité des affaires étrangères au sujet de la guerre avec le Mexique, donne lieu à de longues explications de la part de M. C. J. Ingersoll, auteur de ce rapport, et à des observations de divers autres membres, mais au milieu de cet flux de paroles, on n'arrive point à un résultat.

Le 20, on avance un peu plus, et le bill des Appropriations indemnes est adopté. On entend aussi les rapports des différens comités, qui produisent une foule de bills, résolutions, &c., que nous nous dispenserons de mentionner, attendu que nous les verrons successivement reparaître au moment de la discussion et de l'adoption.

Rappel du général Taylor.—Source titre, le *Fountain* de Washington, qu'on nous paraît pas une source des plus pures, donne le petit paragraphe que voici, nous doutons qu'il obtienne beaucoup de créance:

"Des personnes fort bien placées pour savoir ce qui se passe en haut lieu, affirment confidentiellement que le général Taylor a été rappelé du théâtre de la guerre; qu'il se retirera aussitôt qu'il aura remis le commandement au général Scott; et qu'il ira se rendre le plus promptement possible à Washington. Ces personnes vont jusqu'à prétendre que le général sera à Washington vers le milieu de février."

L'*American* de Baltimore fait à ce propos les réflexions suivantes auxquelles nous donnons pleinement adhésion:

"Les alliances de la nation, nous le savons fort bien, sont en des mains inhabiles; mais tout faible et toute maladroite que soit l'administration, nous ne pouvons nous imaginer qu'elle ait commis la folie sans nom de mettre de côté le brave guerrier qui a si noblement accompli la haute mission qui lui avait été confiée, et dont le talent et la bravoure ont moissonné un nouveau lustre à notre gloire nationale."

Bruit de paix.—On a prétendu dernièrement qu'un des principaux membres du Congrès, quelques-uns disent M. Calhoun, devait prochainement faire au Sénat la proposition d'évacuer le Mexique et de ramener nos troupes sur le Rio Grande. Ce bruit nous paraît, ainsi qu'à bien d'autres, dépourvu de toute espèce de fondements; et l'*Union* de Washington le dément de la manière la plus formelle. Voici comment s'exprime l'organe officiel:

"C'est là un bruit absurde et qui, nous le croyons, n'a pas le moindre fondement. Nous n'y avons pas cru un seul instant. Nous ne pouvons pas nous imaginer qu'il existe au Congrès un seul homme d'Etat qui ose se lever de sa place, et présenter une proposition qui serait une tache pour les intérêts et la gloire de notre union qui proclamerait à la face du Mexique et du monde entier, que nos dimensions intestines sont si graves, notre gouvernement si bien entravé par le mauvais vouloir de ses adversaires, la nation si divisée et si faible, qu'on ne peut vous pas obtenir le redressement des torts commis envers nous et maintenir les droits de notre pays. M. Jefferson disait dans son adresse d'inauguration: "Notre gouvernement est le plus fort qu'il y ait sur la terre." Nous sommes certains qu'aucun homme politique n'osera hazarder une proposition qui prouverait qu'il n'y en a pas de plus faible. Arrière donc une pareille suggestion! Ce bruit est une de ces mille rumeurs qui courent dans Washington, et qui n'ont ni fondement ni vérité. Nous n'y croyons pas."

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Chambre des Représentans—*Jeudi, 28 janvier 1847*—La séance est ouverte conformément à l'ajournement: l'appel nominal constate la présence de 62 membres.

Plusieurs mémoires sont lus et référés à différents comités.

M. Moise présente une résolution pour accorder un congé à Boyd, juge du 7e district judiciaire, pendant tout le temps que durera l'investigation des charges portées contre lui.—La résolution passe.

M. Smith, de la Nouvelle-Orléans, présente la résolution suivante, qui est lue deux fois et adoptée:

"Attendu que soit à cause de l'absence de toute loi sur la cause de la non-exécution de loi, les citoyens des paroisses d'Orléans, de St Bernard et de Plaquemines, ont été exposés à d'indignes violences que l'on dit avoir été commises par des individus qui viennent ici en qualité de volontaires au service des Etats-Unis, et que les propriétés et l'existence des citoyens sont menacées; en conséquence, il est résolu qu'un comité de cinq membres, lui par municipalité et un pour chacune des paroisses St-Bernard et Plaquemines, soit nommé pour s'informer de l'exactitude des faits, et pour indiquer des mesures légales, s'il n'en existe pas maintenant, à l'aide desquelles on puisse prévenir le renouvellement de ces violences."

M. Smith introduit deux actes pour acquitter certaines dépenses de l'Etat. L'un de ces bills met $5000 à la disposition du gouverneur, pour être par lui employés selon les circonstances, dans le courant de la présente année, et affecte une somme de $2500 à l'usage de la Cour supérieure, ainsi qu'une autre somme de $6,500 pour remunérer ceux dont les motives seront examinés.—Ce bill est référé au capitole des dépenses ramelles. Le second bill fait une affectation de $3,000 pour l'année 1847 et autant pour l'année 1848, à l'effet de payer les armes et les munitions pour l'usage des corps de volontaires et de la milice de cet Etat.—Référé au comité des milices.

M. Toomey, du comité judiciaire, rapporte un acte pour pourvoir à l'énumération des milices en général.—L'acte subit une première lecture.

Le comité spécial auquel a été référé le bill des terres, rapporte ledit bill sans amendement. Déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

M. Carr introduit un acte autorisant le shérif de la paroisse Union à percevoir toutes les taxes. L'acte subit une première lecture.

Le bill pour déterminer la rétribution du coroner est, sur motion, mis à l'ordre spécial du jour pour mercredi prochain.

L'acte relatif à l'administration des affaires des paroisses est, sur motion, référé au comité spécial.

M. Vason propose de reconsidérer l'acte relatif à l'organisation des corporations, que la Chambre a adopté hier.

Cette motion donne lieu à un long débat, qui est enfin terminé par un vote négatif de 43 contre 23.

La Chambre s'occupe des deux rapports du comité judiciaire (rapport de la majorité et rapport de la minorité) concernant le taux de l'intérêt légal et conventionnel. Chaque rapport est accompagné d'un bill.

Au milieu du débat que soulèvent ces deux rapports, la Chambre s'ajourne au lendemain.

Sénat.—Le sénat se réunit à 11 heures et procède à ses délibérations sous la présidence de l'honorable Felix Garcia.

L'ordre du jour appelle, immédiatement après la lecture du journal, la résolution de M. Nicholson, portant que, selon l'avis du sénat, l'entrée des Chambres législatives doit être interdite aux officiers de paroisse et autres fonctionnaires salariés. Cette resolution a été substituée, il y a trois jours, à une autre résolution qui déclarait vacant le siège de M. Briant, membre de St. Martin, à cause de l'incompatibilité qui existe, en vertu de la constitution, entre les fonctions de sénateur et celles de recorder de paroisse, qu'exerce depuis quelques mois l'honorable membre.—Cette résolution donne lieu à une vive discussion: elle est enfin mise aux voix et passe à la presque unanimité.

Le sénat ratifie la résolution de la Chambre accordant un congé à M. Boyd, juge du 7me district judiciaire.

Le bill relatif à la vente des terres publiques de cet Etat est mis à l'ordre spécial du jour pour mardi prochain.

Le sénat siège ensuite à huis-clos, et ratifie la nomination d'Andrew Owen comme notaire pour la paroisse Madison.—L'ajournement a lieu, à la réouverture des portes.

Chronique Locale.

☞ Nous apprenons que les régiments de volontaires du Mississipi et de la Pennsylvanie, campés sur le champ de bataille d'Orléans, s'embarqueront ce matin pour se rendre sur le théâtre de la guerre.

☞ Henry Sanderson, accusé de vol, a été conduit hier au bureau du recorder Génois, qui, après une rigoureuse investigation, a renvoyé le prévenu par devant la 1re Cour de district.

☞ Le Conseil général, dans sa dernière séance, a adopté à l'unanimité une résolution chaleureuse au président de cette assemblée de charger un comité spécial de trois membres de se transporter auprès du général Brooke, et de se plaindre à cet officier des violences exercées par les volontaires. La résolution déclare en outre qu'aucun volontaire ne pourra plus pénétrer dans la ville avec des armes, sous peine d'arrestation.—Le président a désigné MM. Wilder, Zacharie et Bell pour former le comité ainsi:—C'est M. Wilder qui a présenté la résolution.

Enquête.—Le coroner Spedden a tenu hier une enquête sur le corps d'un nommé G. Wilson, trouvé mort dans un skiff au lac, près de l'embouchure du nouveau canal.—Le jury d'enquête a donné un verdict de "Noyé."

Première cour de district.—L'avocat de district a enregistré hier des actes d'accusation contre les prisonniers suivants, accusés de vol, Thomas Brady, Elizabeth Gordon, E. d. c. l. P. E. Franc, Margaret Butterfly, Caroline Taylor, James Perry, Benjamin Boyle dit Fowler, John Thompson, W. W. Walker, Thomas Casey, William Mullen, William Purse, Pierre Polio et Fromine.

Jamaïque.—La goélette *Brave*, venant de Kingston, d'où elle est partie le 16 courant, nous a apporté des journaux de la Jamaïque jusqu'à cette date.

Le Barrow, navire de l'Inde qui amenait 340 coolies de Madras, a été pris, par la négligence du pilote, sur un récif connu du Port Morant. Le bâtiment et la cargaison sont entièrement perdus; mais l'équipage et les coolies se sont sauvés.

A la Trinité, le 16 décembre, on a ressenti un assez violent tremblement de terre, mais par bonheur il n'a causé aucun désastre sérieux.

Le vapeur de la malle *Steamer*, qui transportait les dépêches des Indes Occidentales en Angleterre, est rentré à Kingston au bout de huit jours, une de ses machines ayant été brisée, et l'on a dû avoder la malle par le *Texel*.

Norfolk.—Un incendie, accompagné de déplorables accidens, a éclaté dans cette ville durant la nuit du 16 courant. Plusieurs magasins et maisons ont été détruits, malgré les efforts des pompiers et des citoyens qui les secondaient. Enfin on est parvenu à se rendre maître du feu, mais la ville n'en a pas moins subi une perte réelle qu'on estime à plus de $60,000. Après que les pompes eurent cessé de jouer, et au moment où on croyait que l'action des flammes avait tout à fait cessé, quelques-unes étaient encore dévorées par les décombres encore fumans. Deux d'entre eux y ont rencontré la mort; un tonneau d'huile de térébenthine a fait explosion au moment où ils passaient et les a couvert de son liquide enflammé. Ces deux malheureux ont cherché à s'échapper; mais leurs corps étaient véritablement deux piliers de feu; l'un d'eux courut à la pompe la plus voisine, et on l'entendit s'écrier à plusieurs reprises: "Mon dieu! l'eau! l'eau! l'eau!" mais par malheur il était trop tard pour l'un et pour l'autre. L'un d'eux a succombé presque immédiatement au milieu d'horribles tortures; l'autre, aux dernières dates, n'avait pas la moindre chance d'en échapper.

Le capitaine Walker.—L'*Union* de Washington annonce que le capitaine Walker doit quitter cette ville vers le premier février. Ce brave officier est allé pour y recruter cinquante jeunes gens pour le régiment de carabiniers que commande le colonel Persifor F. Smith. Il a en outre obtenu du gouvernement un ordre pour un millier de pistolets à révolution de Colt, grand modèle, et il espère aussi pouvoir se procurer des carabines brevetées de Clark, qui sont, assure-t-on, les armes à feu les plus meurtrières que l'on connaisse.

Nouvelles d'Europe.—Toutes que nous recevons ici par la *Thémis* des nouvelles de Liverpool qui vont jusqu'au 12, on en avait également à New-York par divers arrivages. Le dernier a apporté des dates du 13 qui n'apportent rien aux renseignemens commerciaux venus directement. Nos confrères de New-York ont seulement l'avantage sur nous d'avoir eu des séries de journaux complètes sur les neuf jours écoulés entre le départ du steamer et celui du dernier paquebot. Nous leurs empruntons donc quelques renseignements sur un point négligé par nous:

"Le *Rochester* ne nous a point transmis de journaux français, mais il nous a apporté, dit le *Courrier des Etats-Unis*, quelques lettres qui nous signalent l'anxiété d'une double crise financière en France et en Angleterre, qui aurait pour l'Europe entière les résultats les plus désastreux. Une de ces lettres, émanée d'une personne occupant une place importante à la Banque de France nous peint la situation de cette banque comme plus critique qu'elle ne l'ait été depuis trente ans. En vert le bien. Le capital ordinaire de la banque de France est de deux cent millions d'espèces. Ce capital a été réduit de moitié en un mois, par suite des sommes immenses qui ont été tirées de sa caisse pour les premiers paiements des actions de chemins de fer, et pour les achats de grains à l'étranger. Le gouvernement avait d'ordinaire un dépôt de cent millions à la banque. A la fin de décembre ce dépôt se trouvait réduit à trente-cinq millions par les dépenses nécessaires qu'on a faites toutes les branches de l'administration. Dans cette conjoncture et les demandes d'espèces ne se ralentissant pas, la banque de France, dont le capital n'était plus le 4 décembre que de 75 à 80 millions de francs, a demandé un prêt de cinq millions sterling, ou 125 millions de francs, à la banque d'Angleterre qu'elle a si souvent secourue, et à laquelle elle consentira. Mais la banque d'Angleterre est elle-même dans une gêne assez grande par suite des achats de grains à l'étranger qu'a nécessités la disette des céréales, et on le savait si vite pourrait transmettre à Paris les secours qui lui étaient demandés. Les directeurs de la banque de France se sont réunis le 4 décembre, pour aviser aux moyens de conjurer ce péril. Ils ont dû, suivant toute probabilité, se résoudre soit à vendre de fortes quantités de rentes, soit à réduire leurs escomptes et à n'admettre que du papier à deux mois, au lieu de trois mois d'échéance. Pareille mesure n'a pas été prise par la banque depuis la restauration, et la personne qui nous donne ces renseignements croit qu'elle aurait un effet désastreux sur le commerce de Paris qui se trouverait en quelque sorte, pris à la gorge et menacé de suffocation. Une pareille crise ajouterait une complication douloureuse aux alarmes exagérées que fait naître la rareté des grains et aux émeutes qui en sont la suite. A Châteauroux, il n'a y le Rideau six cents émeutiers se sont emparés du marché aux grains, malgré la présence d'une brigade de gendarmerie et ont forcé les fermiers à vendre leurs céréales à des prix au-dessous du cours. Ils se sont également emparés des greniers publics et ont vendu à vil prix tout ce qu'ils contenaient.

"Un des suppléfets inconvéniens de cette crise financière sera probablement de rendre impossible l'exécution de certains chemins de fer dont les versements ne pourront s'opérer et d'amener la liquidation de plus d'une compagnie. On discutait déjà à la Bourse de Paris une question d'une haute importance financière, à savoir si le gouvernement croirait devoir restituer les cautionnements versés par ces compagnies industrielles. Leur somme s'élève à fr. 78,600,000. La restitution de ces cautionnements qui sont la garantie de l'exécution des engagements pris, serait un antécédent fâcheux et entraînant une grave responsabilité; aussi est-il probable que les Chambres seules seront appelées à décider la question.

"Le samedi de 4 janvier, attendu jeudi prochain, nous apporteront donc les nouvelles les plus graves qui aient été reçues d'Europe depuis long-temps. Une double crise financière à Paris et à Londres, ces deux têtes du corps européen, étonnerait tout le continent et le centre-sonp d'où fonds ressentir de ce côté de l'Atlantique. Aussi, en présence de cette grande préoccupation commerciale, les événements politiques sont-ils appelés à perdre leur influence naguère prépondérante. La guerre est partout chose impossible sans argent, et on s'occupe peu des affaires des autres quand on a des ennuis par-dessus la tête."

Le commodore Perry.—Après être resté deux ou trois jours à Washington, le commodore Perry a quitté cette ville, dimanche soir, et est arrivé le 19 courant à New-York; il a été, dit-on, longtemps et intimement en communications avec M. Polk.

Bons de Texas.—MM. Cannon, Bennett et compagnie ont vendu avant-hier, à la Bourse de Baltimore, au comptant, pour $20,000 de bons dix pour cent, consolidés du Texas. M. P. J. Caduc les a achetés à raison de 26 cts. le dollar.

Paquebots transatlantiques français.—Si nous en croyons le *Courrier and Enquirer*, les arrangemens relatifs à l'établissement d'une ligne de steamers entre le Havre et New-York sont définitivement arrêtés, que le premier steamer, le *Gouverneur*, partira du Havre le 15 mai, et qu'un agent du gouvernement français est maintenant à New-York, pour prendre indépendamment des autres fonctions officielles qui lui auraient été confiées, les dispositions nécessaires au choix d'un dépôt, &c.

Vénézuela.—D'après les dernières nouvelles de Caracas, la paix est entièrement rétablie dans la république, grâce surtout au zèle du général Paez, qui n'est de nouveau retiré des affaires publiques que pour rentrer dans la vie privée. Guzman est sous le coup d'une condamnation capitale.

Pennsylvanie.—Le commerce de charbon de cet Etat qui, en 1820 était de 365 tonneaux, s'élève aujourd'hui à 2,212,514 tonneaux par an, et tend constamment à se développer.

Expédition du général Flores.—Les journaux espagnols nous apprennent que l'expédition du général Flores contre la république de l'Equateur a été résolue à Paris. Dans le même temps que la flotille était mise dans la Tamise, son arrivée se débandait en Biscaye. Le *Clamor Publico* publie une lettre, écrite de Vittoria, à la date du 20 novembre, et dans laquelle on lit: "L'expédition du général Flores est ajournée par suite de la révolte de ses troupes dans les dépôts de Durango et d'Orduno, en recevant l'ordre de se rendre à Santander pour s'y embarquer, elles se sont dispersées dans le pays."

Voilà sur ce sujet une première version; mais elle pourrait bien n'être pas des plus autentiques, et on lit dans un autre écrit:

"Les Espagnols de l'Angleterre laissent planer des doutes sérieux sur les progrès de l'expédition. Une version la présente comme ayant échoué par suite de la saisie des navires dans la Tamise, et de la désertion des troupes espagnoles en Espagne. *Le London Times* publie, au contraire, une lettre datée de Madrid le 26 novembre, et qui est ainsi conçue:

"Les lettres continuent dans les journaux de ce pays, relativement aux fréquentes désertions des forces du général Flores dans sa marche à Santander, dont, il me semble, inexactes. Deux bataillons d'infanterie et un de cavalerie ont arrivés ici dans cette ville, le 23 novembre. L'artillerie était attendue le jour suivant, avec 100 hommes. Beaucoup sont venus également de Lisbonne, où ils avaient émigré après l'insurrection de la Galice. Je vienne de dire à l'instant, une lettre d'une personne haut placée dans l'expédition qui rapporte que tout va pour le mieux; les provisions, les habillements et les munitions sont en quantité suffisante et en abondance."

Enquête.—Le coroner Spedden a tenu hier une enquête sur le corps d'un nommé G. Wilson, trouvé mort dans un skiff au lac, près de l'embouchure du nouveau canal.—Le jury d'enquête a donné un verdict de "Noyé."

Première cour de district.—L'avocat de district a enregistré hier des actes d'accusation contre les prisonniers suivants, accusés de vol, Thomas Brady, Elizabeth Gordon, E. d. c. l. P. E. Franc, Margaret Butterfly, Caroline Taylor, James Perry, Benjamin Boyle dit Fowler, John Thompson, W. W. Walker, Thomas Casey, William Mullen, William Purse, Pierre Polio et Fromine.

Jamaïque.—La goélette *Brave*, venant de Kingston, d'où elle est partie le 16 courant, nous a apporté des journaux de la Jamaïque jusqu'à cette date.

Le Barrow, navire de l'Inde qui amenait 340 coolies de Madras, a été pris, par la négligence du pilote, sur un récif connu du Port Morant. Le bâtiment et la cargaison sont entièrement perdus; mais l'équipage et les coolies se sont sauvés.

A la Trinité, le 16 décembre, on a ressenti un assez violent tremblement de terre, mais par bonheur il n'a causé aucun désastre sérieux.

Le vapeur de la malle *Steamer*, qui transportait les dépêches des Indes Occidentales en Angleterre, est rentré à Kingston au bout de huit jours, une de ses machines ayant été brisée, et l'on a dû avoder la malle par le *Texel*.

Norfolk.—Un incendie, accompagné de déplorables accidens, a éclaté dans cette ville durant la nuit du 16 courant. Plusieurs magasins et maisons ont été détruits, malgré les efforts des pompiers et des citoyens qui les secondaient. Enfin on est parvenu à se rendre maître du feu, mais la ville n'en a pas moins subi une perte réelle qu'on estime à plus de $60,000. Après que les pompes eurent cessé de jouer, et au moment où on croyait que l'action des flammes avait tout à fait cessé, quelques-unes étaient encore dévorées par les décombres encore fumans. Deux d'entre eux y ont rencontré la mort; un tonneau d'huile de térébenthine a fait explosion au moment où ils passaient et les a couvert de son liquide enflammé. Ces deux malheureux ont cherché à s'échapper; mais leurs corps étaient véritablement deux piliers de feu; l'un d'eux courut à la pompe la plus voisine, et on l'entendit s'écrier à plusieurs reprises: "Mon dieu! l'eau! l'eau! l'eau!" mais par malheur il était trop tard pour l'un et pour l'autre. L'un d'eux a succombé presque immédiatement au milieu d'horribles tortures; l'autre, aux dernières dates, n'avait pas la moindre chance d'en échapper.

Le capitaine Walker.—L'*Union* de Washington annonce que le capitaine Walker doit quitter cette ville vers le premier février. Ce brave officier est allé pour y recruter cinquante jeunes gens pour le régiment de carabiniers que commande le colonel Persifor F. Smith. Il a en outre obtenu du gouvernement un ordre pour un millier de pistolets à révolution de Colt, grand modèle, et il espère aussi pouvoir se procurer des carabines brevetées de Clark, qui sont, assure-t-on, les armes à feu les plus meurtrières que l'on connaisse.

Nouvelles d'Europe.—Toutes que nous recevions ici par la *Thémis* des nouvelles de Liverpool qui vont jusqu'au 12, on en avait également à New-York par divers arrivages. Le dernier a apporté des dates du 13 qui n'apportent rien aux renseignemens commerciaux venus directement. Nos confrères de New-York ont seulement l'avantage sur nous d'avoir eu des séries de journaux complètes sur les neuf jours écoulés entre le départ du steamer et celui du dernier paquebot. Nous leurs empruntons donc quelques renseignements sur un point négligé par nous:

"Le *Rochester* ne nous a point transmis de journaux français, mais il nous a apporté, dit le *Courrier des Etats-Unis*, quelques lettres qui nous signalent l'anxiété d'une double crise financière en France et en Angleterre, qui aurait pour l'Europe entière les résultats les plus désastreux. Une de ces lettres, émanée d'une personne occupant une place importante à la Banque de France nous peint la situation de cette banque comme plus critique qu'elle ne l'ait été depuis trente ans. En vert le bien. Le capital ordinaire de la banque de France est de deux cent millions d'espèces. Ce capital a été réduit de moitié en un mois, par suite des sommes immenses qui ont été tirées de sa caisse pour les premiers paiements des actions de chemins de fer, et pour les achats de grains à l'étranger. Le gouvernement avait d'ordinaire un dépôt de cent millions à la banque. A la fin de décembre ce dépôt se trouvait réduit à trente-cinq millions par les dépenses nécessaires qu'on a faites toutes les branches de l'administration. Dans cette conjoncture et les demandes d'espèces ne se ralentissant pas, la banque de France, dont le capital n'était plus le 4 décembre que de 75 à 80 millions de francs, a demandé un prêt de cinq millions sterling, ou 125 millions de francs, à la banque d'Angleterre qu'elle a si souvent secourue, et à laquelle elle consentira. Mais la banque d'Angleterre est elle-même dans une gêne assez grande par suite des achats de grains à l'étranger qu'a nécessités la disette des céréales, et on le savait si vite pourrait transmettre à Paris les secours qui lui étaient demandés. Les directeurs de la banque de France se sont réunis le 4 décembre, pour aviser aux moyens de conjurer ce péril. Ils ont dû, suivant toute probabilité, se résoudre soit à vendre de fortes quantités de rentes, soit à réduire leurs escomptes et à n'admettre que du papier à deux mois, au lieu de trois mois d'échéance. Pareille mesure n'a pas été prise par la banque depuis la restauration, et la personne qui nous donne ces renseignements croit qu'elle aurait un effet désastreux sur le commerce de Paris qui se trouverait en quelque sorte, pris à la gorge et menacé de suffocation. Une pareille crise ajouterait une complication douloureuse aux alarmes exagérées que fait naître la rareté des grains et aux émeutes qui en sont la suite. A Châteauroux, il y a le Rideau six cents émeutiers se sont emparés du marché aux grains, malgré la présence d'une brigade de gendarmerie et ont forcé les fermiers à vendre leurs céréales à des prix au-dessous du cours. Ils se sont également emparés des greniers publics et ont vendu à vil prix tout ce qu'ils contenaient.

"Un des suppléfets inconvéniens de cette crise financière sera probablement de rendre impossible l'exécution de certains chemins de fer dont les versements ne pourront s'opérer et d'amener la liquidation de plus d'une compagnie. On discutait déjà à la Bourse de Paris une question d'une haute importance financière, à savoir si le gouvernement croirait devoir restituer les cautionnements versés par ces compagnies industrielles. Leur somme s'élève à fr. 78,600,000. La restitution de ces cautionnements qui sont la garantie de l'exécution des engagements pris, serait un antécédent fâcheux et entraînant une grave responsabilité; aussi est-il probable que les Chambres seules seront appelées à décider la question.

"Le samedi de 4 janvier, attendu jeudi prochain, nous apporteront donc les nouvelles les plus graves qui aient été reçues d'Europe depuis long-temps. Une double crise financière à Paris et à Londres, ces deux têtes du corps européen, étonnerait tout le continent et le centre-sonp d'où fonds ressentir de ce côté de l'Atlantique. Aussi, en présence de cette

FEUILLETON.

HENRIETTE.

(Voir l'*Abeille*, depuis le 18.)

XIII.

Il y a dans l'esprit de l'homme une sorte d'incrédulité au bonheur, qui le remplit de crainte dès que ce bonheur lui semble trop complet. Il est vrai que rien n'est immobile dans la nature, et que ce qui est parvenu à son plus haut degré ne peut plus que décroître, pour obéir à cette loide la du changement qui pèse sur toutes les choses. Le lendemain de cette soirée trop enivrante, Henriette était livrée à une vague tristesse, dont elle ne pouvait elle-même comprendre la raison. Rien n'était changé autour d'elle, et pourtant il lui semblait que son cœur ne battait plus que sous un voile. Mille pénibles souvenirs lui revenaient comme des visiteurs importuns qui, depuis longtemps, avaient perdu le chemin de sa demeure. La première et douloureuse partie de sa vie, ce passé que tant d'amour lui avait fait oublier, elle le revoyait de nouveau, et elle frissonnait comme si elle allait retomber dans cet abîme de misères et de douleurs. Elle accourait auprès de Frédéric, mais sa vue même, qui d'ordinaire lui donnait tant de confiance et de joie, en vue la troublait péniblement. S'il lui demandait quelque chose et se hâtait de prévenir un moindre signe de son désir. Elle crut que c'étaient les signes avant-coureurs d'une maladie, et espéra que cette souffrance qui venait et non pas le maîtrise.

Vers le milieu du jour, Frédéric sortit pour aller à la ville prochaine prendre quelques lettres qui lui étaient nécessaires. Demeurée seule, Henriette le suivit des yeux comme si elle n'était pas dû le revoir, et il lui passa dans l'esprit le souvenir du sur où, à Heidelberg, elle avait pensé lui dire adieu pour toujours. Sa rêverie évoqua en même temps des idées bien chères, au sœur, son enfant, affections moins ardentes, mais qu'elle n'avait pas oubliées un seul instant. Les nouvelles continuaient à être bonnes. l'enfant grandissait; la sœur avait des lueurs de raison. Malgré son désir de les revoir, ce n'était donc pas la source de cette étrange inquiétude. En ce moment, elle vit venir le messager qui d'ordinaire apportait les lettres, et, au lieu de courir à sa rencontre, comme elle faisait habituellement, elle désira qu'il n'en eut ni pour elle ni pour Frédéric. Il y en avait cependant deux. Elle les prit avec un pressentiment pénible et les considéra un instant en silence. Toutes deux étaient d'une écriture qu'elle connaissait bien, de la tante de Frédéric, mais ce qui l'étonna, ce fut que l'une d'elles portait son adresse. Frédéric lui avait toujours dit que, trop pauvre pour obtenir tout de suite le consentement de ses parents à leur mariage, et désirant ne vouloir pas traiter le secret de leurs fiançailles, il n'avait parlé d'elle à personne. Son projet était après cela, d'aller s'établir à Heidelberg comme elle y était d'abord, que là il pourrait peut-être trouver quelque place, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à sa famille d'avec de ses secrets, et qu'enfin, faisant à